

Concours du CAPES/CAFEP EXTERNE D'HISTOIRE et GÉOGRAPHIE 2019

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE GÉOGRAPHIE

Sujet :
Enseigner « Prévenir les risques industriels et technologiques »
en classe de cinquième

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A** : Extraits du programme de géographie du cycle 4, classe de cinquième, B.O. spécial n°11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Éduscol.
- **Document B** : Manuel d'histoire-géographie-EMC, classe de cinquième, Alexandre Ployé (dir.), Paris, Magnard, 2016, p. 250–251.
- **Document C** : Manuel d'histoire-géographie-EMC, classe de cinquième, Émilie Blanchard et Arnaud Mercier (dir.), Lyon, Le Livre Scolaire, 2016, p. 274–275.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D** : Magali Reghezza-Zitt, « Penser la vulnérabilité dans un contexte de globalisation des risques grâce aux échelles spatiales et temporelles », *Revue populations et sociétés*, 2016/3. [En ligne]
- **Document E** : Cécile Asanuma-Brice, « La saison des docteurs Folamour du nucléaire est ouverte », *Libération Japosphère*, 20 février 2018. [En ligne]

Document A : Extraits du programme de géographie du cycle 4, classe de cinquième, B.O. spécial n°11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Éduscol.

Extraits du programme	
Repères annuels de programmation	Démarches et contenus d'enseignement
<p>Thème 3 Prévenir les risques, s'adapter au changement global</p> <ul style="list-style-type: none">- Le changement global et ses principaux effets géographiques régionaux- Prévenir les risques industriels et technologiques	<p>Ce thème doit permettre aux élèves d'aborder la question du changement global (changement climatique, urbanisation généralisée, déforestation...). Il permet d'appréhender quelques questions élémentaires liées à la vulnérabilité et à la résilience des sociétés face aux risques, qu'ils soient industriels, technologiques ou liés au changement global. Ce thème est étudié en remobilisant les acquis des élèves construits durant le programme de géographie du cycle 3. Il est particulièrement adapté à la démarche prospective. [...]</p> <p>Le sous-thème 2 est abordé à partir d'une étude de cas sur le risque industriel et technologique.</p> <p>Cette approche du thème, centrée sur les bouleversements géographiques prévus et sur les tentatives d'anticiper ceux-ci, permet de nouer des liens avec les programmes de sciences de la vie et de la terre et de technologie et d'aborder de manière nouvelle la question du développement durable.</p>
Extraits de la fiche Eduscol	
<p>Le choix d'une étude de cas d'un espace à risque, de nature industrielle ou technologique, dans le territoire proche des élèves est pertinent afin de montrer concrètement que chacun est confronté aux risques. [...]</p> <p>Sous des formes diverses (schémas, présentations orales ou débats argumentés, affiches de prévention, articles de presse...), les élèves peuvent construire, dans une démarche de prospective territoriale des scénarios simples élaborés à partir de plusieurs variables (variation de nature de l'aléa, modification du PLU, aménagements...). Il s'agit d'identifier les risques et leur potentielle réalisation puis le fait que les éléments de prévention passent par une meilleure concertation des différentes catégories d'acteurs. [...]</p> <p>Le choix peut se porter sur l'étude de cas d'une catastrophe récente, dont l'analyse soulignera la nature du risque industriel ou technologique (marée noire, explosion de l'usine AZF à Toulouse, Tianjin en Chine, Bhopal en Inde...) ou nucléaire (centrale de Tchernobyl) ou bien la combinaison de risques (centrale de Fukushima...). Quel que soit le choix du professeur, l'étude doit permettre d'analyser les éléments pour comprendre le risque, les impacts à plus ou moins long terme sur l'environnement et les choix politiques des Etats et des citoyens en termes de prévention.</p>	

Document D : Magali Reghezza-Zitt, « Penser la vulnérabilité dans un contexte de globalisation des risques grâce aux échelles spatiales et temporelles », *Revue populations et sociétés*, 2016/3. [En ligne]

Affirmer l'existence de « risques globaux » ou la « globalisation des risques » impose *ipso facto* une évolution dans la façon d'appréhender l'échelle des menaces et celle des vulnérabilités qui lui sont associées. De nombreux géographes ont rappelé que le risque naturel est généralement traité comme un phénomène localisé qu'il est possible de circonscrire dans des limites plus ou moins stables et évidentes du territoire de l'aléa. [...]

L'entrée par la vulnérabilité permet au contraire de rendre compte de la dimension multiscalaire du risque. Ceci permet de saisir la spatialité singulière des dynamiques d'endommagement. Par spatialité, on entend à la fois la spatialisation du risque, c'est-à-dire la délimitation de son emprise spatiale, mais également ses caractéristiques spatiales, à savoir ses échelles et ses métriques. [...]

Affirmer la globalisation du risque permet de décrire une extension scalaire qui fait passer du territoire restreint d'un aléa localisé au territoire bien plus vaste de ses conséquences, territoire qui coïncide désormais avec le monde. [...] La globalisation du risque nomme alors moins le changement d'échelle que la transformation qualitative en « risque systémique ». Parler de risque systémique ne signifie pas que le risque doit être considéré comme un système d'aléas et de vulnérabilités (ce qu'il est possible et nécessaire de faire par ailleurs) mais que ce caractère systémique définit un type de risque particulier.

Certains risques naturels peuvent être considérés comme des risques systémiques même s'ils n'ébranlent pas la finance mondiale. Michel Lussault qualifie par exemple la crise consécutive à l'éruption de l'Eyjafjöll de « crise systémique » pour signifier que la « moindre anicroche locale, parfois infime en apparence, peut avoir dans certaines conditions, des effets globaux concernant des domaines fonctionnels et des environnements spatiaux bien au-delà de celui (ou de ceux) d'origine ». [...]

Le risque systémique pose aussi la question des échelles temporelles. De nombreux auteurs soulignent en particulier que « les temporalités des risques ont changé, [...] de plus longues latences peuvent être observées, de sorte que la question de savoir qui est réellement affecté reste ouverte et fait l'objet de controverses » [...].

Ces nouvelles dynamiques de risques expliquent pourquoi les effets de perturbations au départ localisées sont décalés de sorte que les crises se dilatent et dans l'espace et dans le temps. Cette transformation des menaces a des conséquences importantes : elle implique en particulier le basculement d'une situation de risque à une situation d'incertitude radicale qui se traduisent par des difficultés accrues pour les gestionnaires. Dans ce contexte, la « résilience » a pu être explicitement envisagée comme une réponse. [...]

Toutefois, si elle offre des perspectives heuristiques très enrichissantes, la résilience pose la question de son caractère opérationnel et de la difficile articulation entre le « penser global » à long terme et l'« agir local » dans le temps court des politiques et des sociétés. Elle interroge également le changement d'échelle sociologique, qui fait passer la responsabilité des risques et des crises du collectif à l'individuel, et d'échelon politique, avec le transfert des coûts du national vers le local.

Document E : Cécile Asanuma-Brice, « La saison des docteurs Folamour du nucléaire est ouverte », *Libération Japosphère*, 20 février 2018. [En ligne]

N.B. Cécile Asanuma-Brice est chercheuse en sociologie urbaine.

Alors que démagogie et nationalisme prennent le pas sur la prévention des risques, c'est autour du 11 mars que chaque année, depuis l'accident nucléaire de 2011, une série de conférences destinées à prôner un retour à la vie normale en zone contaminée sont organisées. A défaut de sauver les populations qui en sont victimes, sauver l'industrie nucléaire est désormais le combat de quelques-uns, dont le rôle est de faire porter la responsabilité de la gestion des conséquences des aléas de l'atome sur les populations qui les subissent. Un jeu de rôle pas comme les autres.

11 mars 2011, un séisme de magnitude 9 survient au large des côtes du Tohoku, région nord-est du Japon, entraînant la formation d'un tsunami de plusieurs dizaines de mètres et l'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima. Ce désastre naturel à l'origine du désastre humain, pourtant annoncé depuis des décennies, n'avait pas empêché de construire deux centrales nucléaires sur une faille sismique que l'on savait active. [...] Au regard des dégâts engendrés, non par le seul Tsunami, mais également par l'explosion de la centrale, on aurait pu s'attendre à quelques états d'âme de la part des autorités nucléaires internationales. La remise en cause d'une telle industrie aurait été amplement justifiée. Mais sagesse et raison n'étant pas au nombre des fleurons du monde industriel il n'en a rien été, bien au contraire. C'est ainsi que depuis sept années, les autorités nationales et internationales de gestion du nucléaire développent une propagande active multipliant les conférences auprès des Japonais. Celle-ci vise à les convaincre d'abandonner leur peur et d'accepter enfin d'apprendre à gérer leur vie dans un environnement contaminé. [...]

Il s'agit donc de limiter l'évacuation des populations en cas d'accident, de leur apprendre à assurer la décontamination elles-mêmes, ainsi qu'à vivre en territoire contaminé. [...] A plus grande échelle, cette politique des entreprises du nucléaire vise à permettre la continuité de leur activité malgré une image catastrophique fondée sur des réalités qui ne le sont pas moins.

C'est la raison pour laquelle, dans un même élan, AREVA, entreprise française désormais célèbre pour la mauvaise gestion de son activité mais également pour avoir vendu et pour continuer à exporter le combustible se trouvant à l'intérieur des centrales nucléaires japonaises (le MOX), vient d'être rebaptisée ORANO, affichant ainsi sa renaissance. D'un coup d'un seul, alors qu'Areva s'invente une nouvelle vie, Trump annonce une relance de l'activité du nucléaire aux Etats-Unis au moment où le Japon continue sa politique sur la communication du risque. Le but ultime est d'inculquer l'acceptation d'un nouvel atome pour la paix, tout en brandissant l'imminence d'un affrontement atomique avec la Corée du Nord. [...] Ainsi, s'il importe d'agiter le drapeau de la menace militaire pour justifier la détention de l'arme toute puissante, il convient simultanément de faire taire la peur du danger sanitaire de l'atome, qui n'est pourtant plus un doute scientifique, de façon à engendrer son acceptation. Cette propagande active pour le consentement au nucléaire avait été mise en place après la seconde guerre mondiale, générant la construction de centrales nucléaires dans un Japon qui venait pourtant de subir l'explosion des bombes américaines de Hiroshima et Nagasaki. Faut-il que l'être ait la mémoire courte pour s'apprêter à entrer de nouveau dans l'ère nucléaire.